OFFICIEL.

LEGISLATURE D'ETAT.

JOURNAL DU SÉNAT.

Jeudi, 26 février 1846.

Le Sénat s'assemble conformément à l'ajournement.

Furent présents : MM. Trasimond Landry, lieutenant-gouverneur et président du Sénat, Adams, Bell, Brashear, Briant, Caulfield, Deuzey, Dial, Bell, Brashear, Briant, Caulfield, Deuzey, Dial, Bell, Brashear, Briant, Caulfield, Deuzey, Dial, Durant, Dupré, Farmer, Garcia de St Charles, Durant, Dupré, Farmer, Garcia de St Charles, Durant, Dupré, Farmer, Garcia de St Charles, Garcia de Jefferson, Hunter, Kenner, Mayo, Marks, Garcia de Jefferson, Hunter, Kenner, Mayo, Marks, Martin, McWhorter, Nicolas, Parham, Porter, Richardson, Scott, Scranton, Soule, Strickland, Taylor et Maunsel White.

Sur motion de M. Scranton, le Sénat permet les rapporteurs des différentes Gazettes de prendre place dans l'enceinte du Sénat.

M. Marks présente la résolution suivante, laquelle subit sa première lecture; après dispense desdites règles, elle subit sa 2de lecture et elle est adoptée.

"Résolu qu'un comité de trois membres du Sénat soit nommé pour examiner les affaires de la Compagnie du canal de Barataria et de Lafourche, et que le comité soit autorisé à faire comparaître des personnes et à exiger certains papiers."

Le Président nomme MM. Martin, Porter et Brashear de ce comité.

Le Président nomme MM. Adams, Nicholas, Mayo, membres d'un comité pour examiner les affaires des Banques Hypothécaires.

Le Président nomme M. Garcia de St Charles, comme membre adjoint du comité des Améliorations de l'intérieur.

Conformément à l'avis qu'il en avait donné, M. Soule présente un bill intitulé :

"Acte pour définir la juridiction et déterminer le nombre des juges de paix à être élus et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans."

Ce bill subit sa 1ère lecture. Sur motion et après dispense des règles, ce bill subit sa 2de lecture et il est renvoyé au comité judiciaire, lequel est invité à faire imprimer ledit bill tel que fait et faire son rapport au Sénat.

M. Scott, au nom du comité d'instruction publique, auquel avait été renvoyé le bill intitulé :

Acte statuant sur l'organisation et l'administration de l'Université de la Louisiane, rapporte ce bill avec des amendements.

M. Le Gros, secrétaire privé du Gouverneur, dépose un message écrit de la part de Son Excellence.

Conformément à l'ordre du jour, l'assemblée se retire pour compter les concours de la Chambre à midi, les bills suivants.

Acte pour définir les titres des votres, en vertu des actes de l'assemblée générale de la Louisiane, créant et incorporations politiques.

Acte pour définir l'éligibilité des personnes élues comme fonctionnaires publics, par le peuple, en vertu de quelques sections de l'Assemblée Générale, créant des corporations politiques.

Sur motion de M. Mayo, le Sénat permet à M. Conrdien de s'absenter pendant quelques jours.

Sur motion de M. Farmer, le Sénat s'occupe du bal public.

Acte pour assoir les puits de police dans les diverses paroisses de cet Etat, et pour transférer les devoirs desdits puits aux juges de paix, et pourvoir à l'élection desdits juges de paix par le peuple.

Sur motion, ce bill est renvoyé au comité judiciaire.

Sur motion de M. Hunter, le Sénat considère de nouveau le bill, et il est renvoyé au comité spécial chargé de surveiller la compagnie du canal de Lafourche.

Sur motion de M. Hunter, le Sénat considère de nouveau le bill intitulé :

Acte pour incorporer la compagnie du canal de Barataria et de Lafourche, et que le comité soit autorisé à faire comparaître des personnes et exiger certains papiers."

Le Président nomme MM. Martin, Porter et Brashear de ce comité.

Le Président nomme MM. Adams, Nicholas, Mayo, membres d'un comité pour examiner les affaires des Banques Hypothécaires.

Le Président nomme M. Garcia de St Charles, comme membre adjoint du comité des Améliorations de l'intérieur.

Conformément à l'avis qu'il en avait donné, M. Soule présente un bill intitulé :

"Acte pour définir la juridiction et déterminer le nombre des juges de paix à être élus et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans."

Ce bill subit sa 1ère lecture. Sur motion et après dispense des règles, ce bill subit sa 2de lecture et il est renvoyé au comité judiciaire, lequel est invité à faire imprimer ledit bill tel que fait et faire son rapport au Sénat.

M. Scott, au nom du comité d'instruction publique, auquel avait été renvoyé le bill intitulé :

Acte statuant sur l'organisation et l'administration de l'Université de la Louisiane, rapporte ce bill avec des amendements.

M. Le Gros, secrétaire privé du Gouverneur, dépose un message écrit de la part de Son Excellence.

Conformément à l'ordre du jour, l'assemblée se retire pour compter les concours de la Chambre à midi, les bills suivants.

Acte pour définir les titres des votres, en vertu des actes de l'assemblée générale de la Louisiane, créant des corporations politiques.

Acte pour définir l'éligibilité des personnes élues comme fonctionnaires publics, par le peuple, en vertu de quelques sections de l'Assemblée Générale, créant des corporations politiques.

Sur motion de M. Mayo, le Sénat permet à M. Cordien de s'absenter pendant quelques jours.

Sur motion de M. Farmer, le Sénat s'occupe du bal public.

Acte pour assoir les puits de police dans les diverses paroisses de cet Etat, et pour transférer les devoirs desdits puits aux juges de paix, et pourvoir à l'élection desdits juges de paix par le peuple.

Sur motion, ce bill est renvoyé au comité judiciaire.

Sur motion de M. Hunter, le Sénat considère de nouveau le bill, et il est renvoyé au comité spécial chargé de surveiller la compagnie du canal de Lafourche.

Sur motion de M. Hunter, le Sénat considère de nouveau le bill intitulé :

Acte pour incorporer la compagnie du canal de Barataria et de Lafourche, et que le comité soit autorisé à faire comparaître des personnes et exiger certains papiers."

Voir les Règlements à l'autre colonne.

Ordre Spécial du Jour.

Le Sénat s'occupe de la motion faite par M. Briant, de considérer de nouveau la résolution suivante :

Résolu que le président du Sénat est et demeure requis d'inviter alternativement les ministres des différentes églises à ouvrir les séances du Sénat par une prière.

M. Richardson demande l'appel nominal sur la motion faite de reconsidérer de nouveau la dite résolution.

MM. Adams, Brashear, Briant, Dial, Durant, Dupré, Garcia de Jefferson, Garcia de St Charles, Marks, Martin, McWhorter, Nicholas, Parham, Scott, Scranton, Soule et Taylor, votent en faveur de la motion, 17 voix ; et MM. Bell, Caulfield, Farmer, Hunter, Kenner, Mayo, Porter, Richardson, Strickland et Maunsel White, votent contre, 10 voix.

En conséquence, la motion de considérer la dite résolution prévaut.

M. Dupré demande que la dite résolution reste déposée sur le bureau indéfiniment.

M. Garcia de Jefferson, demande l'appel nominal sur la motion de M. Dupré.

MM. Adams, Brashear, Dial, Durant, Dupré, Garcia de St Charles, Garcia de Jefferson, Martin, McWhorter, Nicholas, Parham, Soule et Taylor, votent en faveur de la motion, 17 voix ; et MM. Bell, Briant, Caulfield, Farmer, Hunter, Kenner, Mayo, Marks, Porter, Richardson, Scott, Scranton, Strickland et Maunsel White, votent contre, 14 voix.

Cette motion est rejetée.

M. Dupré demande le rejet de la dite résolution ; M. Richardson demande l'appel nominal.

MM. Adams, Brashear, Dial, Durant, Dupré, Garcia de St Charles, Garcia de Jefferson, Marks, Martin, McWhorter, Nicholas, Parham, Scott et Taylor, votent pour le rejet de la résolution, et MM. Bell, Caulfield, Farmer, Hunter, Kenner, Porter, Richardson, Strickland et Maunsel White, votent contre, 9 voix.

En conséquence, la dite résolution est rejetée.

La résolution ayant le Gouvernement à délivrer à Honorable S. W. Downs, ses lettres de créance, comme sénateur des Etats Unis, subit sa première lecture. Sur motion et après dispense des règles, elle subit sa seconde et sa dispense des règles, elle subit sa troisième lecture, et elle est adoptée.

Sur motion de M. Marks, et après dispense des règles, l'assistant secrétaire obtient de la Chambre du concours du Sénat à la dite résolution.

M. Taylor, au nom du comité nommé pour s'enquérir quel serait le mode le meilleur et le moins cher pour l'exécution de tous travaux qui seront ordonnées par la législature, rapporte le bill suivant, lequel subit sa première lecture.

Acte relatif à l'impression des documents publics.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, que toutes les lois qui sont maintenant en vigueur et qui établissent la retribution de l'imprimeur de l'Etat, soit et demeurent par ce présent abrogées, et qu'à l'avenir l'imprimeur recevra la rétribution suivante, savoir :

1o. Une pastre pour chaque mille d'ems pour les rapports, bilans et débats qui devront être imprimés de la même manière et avec les mêmes caractères qu'ils l'ont été à la dernière session de la Législature.

2o. Deux pastres par chaque page pour l'impression des tables en forme de livre, chaque page contenant 44 lignes ordinaires, imprimées en *petit romain*, le dit livre étant recouvert d'un papier de couleur, et l'imprimeur devra aussi donner à chaque fois par la dite actuelle en livret deux mille exemplaires, sans rien charger en sus pour la couverture et la brochure.

3o. Une pastre et quarante sous par page dont le contenu sera estimé par ems, de cette ci-dessus, pour l'impression des journaux de chaque Chambre en forme de livre, l'imprimeur devant fournir 500 exemplaires de chaque.

4o. Les dites impressions seront exécutées en Anglais et en Français, comme par ci-jessus.

5o. Pour tout blanc sur papier *Post* demi feuille, quatre pastres pour 200 exemplaires, et pour chaque 100 exemplaires en sus. Trois pastres et sur feuille entière pour 200 exemplaires, vingt pastres, et cinq pastres pour chaque 100 exemplaires en sus.

6o. Pour toute impression avec vignettes et sujets de deux pastres ci-dessus spécifiées.

7o. Pour toute impression avec vignettes et sujets de quatre pastres ci-dessus spécifiées.

8o. Pour tout ouvrage, des Rangs ou tout autre travail extraordinaire, l'imprimeur de l'Etat recevra la rétribution qu'aura été convenu entre lui et le trésorier de l'Etat.

9o. L'imprimeur qui sera élu, devra immédiatement après son élection, fournir son obligation avec caution, sujette à l'approbation du Trésorier, de la somme de cinq mille pastres, pour garantir la fidèle exécution de ses devoirs. Après quoi, le Trésorier pourra faire avec ledit mille pastres au dit imprimeur, laquelle somme sera remboursée par le dit imprimeur à mesure que ses travaux avanceront, ou elle sera retenue par le Trésorier, au règlement final qui sera avec le dit imprimeur.

10o. Que le dit imprimeur devra mensuellement fournir un état correct et détaillé des impressions exécutées par lui, et en constatera sous serment, l'exactitude avant qu'il n'en reçoive aucun paiement.

11o. Que dans le cas où l'imprimeur aura retiré et exécuté les travaux ci-dessus mentionnés, aux taux y spécifiés, le trésorier devra de suite contracter aux mêmes taux avec toute autre personne compétente et qui ne renaissant pas, alors il pourra contracter aux taux qu'il croira juste et raisonnable, et compatible avec les intérets de l'Etat.

M. Adams, au nom de la minorité du dit comité, rapporte la résolution suivante :

Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentants, que le trésorier de l'Etat donnera avis pendant trois jours consécutifs, dans gazettes qui se publient journellement dans cette ville, qu'il recevra des propositions cachetées pour l'impression, en anglais en français, de tous les documents qui pourra être ordonnée par cette Législature.

Il est de plus résolu &c., Que le jour qui suivra la publication du susdit avis, il fera, le trouver fera l'ouverture des propositions faites, et nommera, comme une imprimeur d'Etat, la personne qui aura fait les propositions les plus avantageuses. Bien entendu que le trésorier devra exiger de la personne qu'il aura nommée, bonne et suffisante caution pour garantir la fidèle exécution de ses devoirs comme imprimeur d'Etat.

Sur motion, le Sénat s'occupe à huis-clos d'affaires de l'exécutif.

Après l'ouverture des portes, sur motion, le Sénat s'ajourne à demain à 11 heures A. M.

BUREAU DE L'EXACTEUR, }
Nlle Orléans, 30 juin 1845. }

AVIS est donné par le présent, que J. D. Freeland, ci-devant collecteur des taxes, pour l'Etat et les paroisses, et paroissiens, s'est adressé à moi, pour annuler les cautionnements suivans, savoir :

Le 1er cautionnement du dit mille pastres, souscrit par lui le 14 mars 1843, comme collecteur des taxes sur les propriétaires et paroissiens, conjointement avec Sam. Jamison, Geo. W. Patterson, R. P. Rice et Edw. Townsend, comme sécurités.

2o. Aussi—Un cautionnement du dit mille pastres, souscrit par lui, le 30 avril 1844, conjointement avec Sam. Jamison, Geo. W. Patterson, et Saml. Locke, comme sécurités.

Ceci est pour donner avis à toutes personnes intéressées, de déduire les causes, en s'adressant au bureau du secrétaire d'Etat, à la Nlle-Orléans, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la dernière publication du présent avis, pour lesquelles, les dits cautionnements ne seront pas annulés.

Donné sous mon seing manuel et sous le sceau de l'Etat, ce dix juin, de l'année de notre Seigneur mil huit cent quarante cinq, et le soixante-neuvième de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
ROBERT CARTER NICHOLAS,
Secrétaire d'Etat.

On désire trouver à acheter une PLANTATION de 50 arpents, ayant de 4 à 75 arpents de planche, les bâtissements neufs et tout en état dessus et dessous, le tout de ce genre. S'adresser par écrit aux propriétaires, et le plus bas prix que l'on accompagnera des conditions, et le plus tôt possible sera la préférence.

DES FONCTIONS DU PRÉSIDENT.

1er. Lorsque le Président aura pris le fauteuil et que le Sénat sera en quorum, le Secrétaire lira le procès verbal de la séance de la veille, afin de corriger les erreurs qui auraient pu s'y glisser.

2e. Le Président aura la direction générale du Sénat ; il aura le droit de nommer un membre pour le remplacer au fauteuil.

3e. Le Président se lèvera pour poser une question, mais il pourra l'expliquer étant assis. Les questions seront distinctement posées de cette manière, savoir : " tous ceux qui sont d'opinion que (suivant la question) diront oui ; et lorsque les voix auront été prises pour l'affirmative," tous ceux qui sont d'une opinion contraire diront non." Si le Président a des doutes, ou qu'on demande que les voix soient comptées, alors ceux qui seront en faveur de la question se lèveront les premiers, et ceux qui seront contre se lèveront ensuite.

4e. Tous les actes, mémoires et résolutions, passés dans les deux chambres, seront signés par le President, et tout ordre, mandat et subpœna rendu par ordre du Senat, seront aussi signés par le Président, et contresignés par le Secrétaire.

5e. En cas de desordre ou de conduite reprehensible dans les galeries ou le lobby, le Président ou le chairman du comité general du Sénat, aura le droit de faire sortir tous les assistans.

DES DEBATS ET DU DÉCORUM.

6e. Aucun membre ne parlera à un autre, et ne troublera de quelque manière que ce soit le Sénat pendant la lecture du procès verbal ou autre document, ou pendant qu'un membre a la parole.

7e. Tout membre qui prendra la parole s'adressera au Président ; il demeurera debout à sa place, et reprendra son siège lorsqu'il aura fini de parler.

8e. Aucun membre ne parlera plus de deux fois le même jour, sur la même question, à moins qu'il n'y soit autorise par le Senat, excepté en comité general.

9e. Lorsque deux ou plusieurs personnes se lèveront en même temps, le président designera celle qui doit avoir la parole ; mais dans tous les cas, celle qui se sera levée la premiere, aura le droit de parler auparavant.

10e. Lorsqu'une motion aura été faite, elle sera mise par écrit, si le Président ou un des membres le desire, et deposée sur le bureau ; et le Secretaire en donnera lecture avant qu'elle ne soit agitée.

11e. Lorsque le Senat sera engagé dans une discussion quelconque, aucune motion ne sera admise qu'elle n'ait pour objet d'ajourner le Senat, de la deposer sur le bureau, de la renvoyer à une époque indefinie, à une époque fixée, à un comité, que sa division soit demandée, ou quelle soit amendée ; toutes ces motions seront mises aux voix dans l'ordre dans lequel elles sont mentionnées ci-dessus ; mais celle pour l'ajournement sera toujours de l'ordre, excepte lorsqu'un membre aura la parole ; et se decidera sans debats ; mais une motion pour ajourner à un jour, autre que le lendemain, ne sera pas à l'ordre jusqu'à ce que la question préalable ait été decidee, et que lorsque le Senat s'ajournera, ce sera au pour prochain designé.

12e. Lorsqu'un membre sera appelé à l'ordre, il s'assoiera jusqu'à ce que le President ait decide si ce membre est à l'ordre ou non, et toute question d'ordre sera decidee par le President, sans debats ; mais lorsqu'il sera dans le doute à cet egard, il pourra consulter l'opinion du Senat ; mais tout membre pourra faire appeler de la décision du fauteuil.

13e. Si un membre est appelé à l'ordre pour des expressions dont il aura fait usage, ces expressions seront ecrites sur le champ par le Secretaire, afin que le Président puisse avec plus de facilite donner sa decision dans cette circonstance.

DE L'ORDRE DU JOUR.

14e. Toutes les questions relatives à la priorité à donner aux affaires sont décidées sans discussion, mais aucune motion ne pourra être faite de s'occuper d'un bill avant son tour, sans le consentement des deux tiers des membres présents.

15e. Après la lecture du journal, le President demandera, avant de procéder à l'ordre du jour, s'il y a des rapports de comites, des bills ou résolutions à presenter au Senat, conformement à l'avis qui en aura été déjà donne.

16e. Les affaires non terminées, dont le Senat était occupé avant son dernier ajournement, auront la preference sur tout autre objet à l'ordre du jour ; et jusqu'à ce qu'il en ait été disposé, aucune motion, ou aucune autre affaire ne sera admise sans une permission expresse du Senat.

17e. Dans l'ordre du jour, les affaires auront la preference dans l'ordre qui suit, savoir :

1o. Première lecture des bills et résolutions venant de la Chambre des Representans ;

2o. Les bills, etc., fixés pour ce jour-là.

3o. Les bills, etc., à leur troisième lecture.

4o. Les bills à leur seconde lecture.

DES AMENDEMENS.

18e. Aucune motion ou proposition nouvelle ne sera faite en forme d'amendement pour être substitué à la motion ou proposition déjà en discussion.

DES QUESTIONS DU VOTE, DE L'APPEL NOMINAL, DES SCRUTINS.

19e. Après qu'une question aura été posée par le President, ou par le Secretaire, elle restera en la possession du Senat, mais elle pourra être retirée avant d'avoir été decidee ou amendee.

20e. Si la question en discussion renferme différents points, tout membre pourra en demander la division ; mais une motion ayant pour objet d'effacer pour substituer, ne pourra être divisée.

21e. Tout membre qui se trouvera dans le Sénat à l'instant où le President met une question aux voix, dans les séances publiques ou secrètes, donnera son vote, à moins que la chambre, pour des raisons particulières, ne l'en dispense.

22e. Lorsqu'une motion faite et mise aux voix, elle sera considérée comme perdue, si elle n'obtient pas l'assentiment de la majorité des membres présents.

23e. Quand l'un des membres demandera l'appel nominal et que sa demande sera appuyée, chaque membre, au moment où son nom sera appelé, emettra son vote pour ou contre la question sans debats quelconques ; chaque fois qu'un tera l'appel nominal, les noms des membres seront appelés dans l'ordre alphabétique.

24e. Aucun membre ne votera sur une question, dans le resultat de laquelle il est directement interessé, ou qui a été posee pendant qu'il était absent. Dans toute question ou le Senat sera divisé, et où les voix sont comptées, on ne comptera aucun membre qui sera en dehors de la barre.

25e. Lorsqu'un blanc devra être rempli, la somme la plus elevee et le temps le plus long seront d'abord mis aux voix.

26e. Toute election sera decidee par la majorité des membres présents, à l'exception des comités.

27e. Toutes questions sur des amendements ou qui toucheraient au fond de la proposition principale, sans être la question definitive, seront decidees à la majorité des membres presents, laquelle qu'un plus grand nombre de voix put être exigé pour la question definitive elle-même.

DE LA RECONSIDÉRATION.

28e. Lorsqu'une question aura été soumise au Senat, et decidee affirmativement ou negativement, tout membre qui aura vote dans la majorité, pourra demander qu'elle soit de nouveau considérée ; mais aucune motion pour qu'une decision soit considerée de nouveau, ne sera à l'ordre, lorsque le bill, la resolution, le message, le rapport, l'amendement ou la motion, objet de cette decision, aura cessé d'être dans la possession du Senat ; et la motion pour considérer de nouveau une decision quelconque, ne sera point à l'ordre, si elle n'est faite le même jour que cette decision a été prise, ou le jour suivant.

DES MESSAGES.

29e. Les messages seront portés à la Chambre des Representans par le Secrétaire, qui certifiera au dos du message la decision du Senat.

30e. Les messages qui seront apportés de la Chambre des Representans seront reçus au bureau par le Secretaire, et par lui remis au President du Senat.

31e. Les messages seront reçus quelles que soient les occupations du moment, excepte lorsque le President met une question aux voix, ou que l'on procède à l'appel nominal.

DES COMITES SPECIAUX ET PERMANENTS.

32e. Le President nommera tous les comites, excepté lorsque le Senat en ordonnera autrement ; et dans le cas de nominations de comités par le Senat, elles auront lieu par scrutin, à la pluralité des voix ; mais toutes les fois qu'un sujet aura été renvoyé à un comité special, tout autre sujet de même nature pourra, sur motion, être renvoyé à ce comité.

33e. Dès le premier ou le second jour de l'ouverture de chaque session, treize comités permanents seront nommés, savoir :

1o. Comité d'élections.

2o. Comité de reclamations.

3o. Comité des affaires non terminées.

4o. Comité d'enrôlement des bills.

5o. Comité pour viser et contrôler les dépenses du Senat.

6o. Comité sur l'éducation publique.

7o. Comité des améliorations intérieures.

8o. Comité judiciaire.

9o. Comité de commerce, d'agriculture et de manufacture.

10e. Comité des relations federales.

11e. Comité pour visiter le penitentiaire.

12e. Comité de la milice.

13e. Comité de finance.

34e. Aucun comité ne se reunira pendant les séances du Sénat, sans en avoir obtenu une permission expresse.

35e. Les rapports du comité d'enrôlement pourront être faits en tout temps et seront toujours à l'ordre.

DES 1ere, 2ème. ET 3ème. LECTURES DES BILLS.

Des Comités Généraux.

36e. Il sera donné avis, au moins un jour d'avance, de toute motion projetée, ayant pour objet d'obtenir la permission d'introduire un bill, à moins que les deux-tiers des membres n'en ordonnent différemment.

37e. Tout bill subira trois lectures avant son adoption, et à chacune d'elles, le Président annoncera à la chambre si c'est la première, la seconde ou la troisième ; ces lectures se feront à trois jours différens, à moins que le Senat n'en décide autrement à une majorité des quatre cinquièmes des voix ; et toutes les resolutions auxquelles le concours de la Chambre sera necessaire, seront, quant à leur introduction, et à la manière de procéder à leur sujet, dans le Senat, soumises aux formalités prescrites à l'egard des bills ; et toutes autres resolutions et rapports de comites resteront deposés sur le bureau pendant un jour.

38e. La première lecture d'un bill sera pour l'instruction des membres, et s'il y est fait opposition, la question primitive sera : " Ce bill sera-t-il rejeté ? " S'il n'est point fait d'opposition, ou si la question pour le rejet est decidée negativement, le bill subira une seconde lecture, sans qu'il soit necessaire de consulter le Senat.

39e. Aucun bill ne pourra être renvoye à un comité ou amende avant qu'il ait subi sa seconde lecture.

40e. Tous bills, à leur seconde lecture, pourront être discutés en comité général, ou une motion, et lorsque le Senat se formera en comité général, le President pourra presider le Senat ou appeler un membre pour occuper le fauteuil.

41e. La question finale sur la seconde lecture de tout bill ou résolution, qui aura pris naissance au Senat, et qui exigera trois lectures avant sa passation, sera : " Ce bill ou resolution sera-t-il mis au net et lu une troisième fois ? "

42e. Et aucun amendement ne sera admis à la discussion à la troisième lecture d'un bill ou d'une resolution, sans le consentement des deux tiers des membres présents ; mais la motion faite pour renvoyer tel bill ou telle resolution à un comité avant son adoption, sera toujours à l'ordre, et si ledit comite est nommé et qu'il rapporte tel ou tels amendements, ledit bill ou resolution sera relu une seconde fois et considere comme pardevant un comite general, alors la question ci-dessus sera de nouveau posee.

DES MEMOIRES ET PÉTITIONS.

43e. Lorsque le President ou un membre du Senat presentera un memoire ou une petition, il devra faire verbalement un sommaire du contenu dudit memoire ou petition, avant qu'il en soit donne lecture par le Secrétaire.

DU HUIS-CLOS ET DES AFFAIRES EXÉCUTIVES.

44e. Sur motion faite et secondee pour que les portes du Sénat soient fermees afin de discuter toute affaire qui, dans l'opinion de tout membre, exigerait le secret, le President donnera l'ordre de faire évacuer les galeries ou le lobby ; et pendant tout le temps de cette discussion les portes du Senat resteront fermées.

45e. Lorsqu'un membre demandera la lecture d'un document quelconque et qu'il y aura objection, le Senat décidera, et ce, sans debats.

46e. Les membres garderont inviolablement le secret sur toutes les dépêches confidentielles adressees au Senat par le pouvoir executif, jusqu'à ce qu'ils soient relevés de l'obligation du secret par une resolution expresse.

47e. Tous renseignemens ou observations sur la réputation ou les qualifications d'une personne presentee au Senat, pour quelque emploi public, demeureront également secrets.

48e. Lorsque le Gouverneur de l'Etat proposera des nominations au Sénat, une époque prochaine sera fixee pour les prendre en consideration à moins que les deux tiers du Senat n'en decident autrement.

49e. Les deliberations du Sénat, quand il s'occupera d'affaires exécutives, seront inscrites dans un livre particulier.

50e. Lorsque le Sénat votera, soit sur une nomination à un emploi public, d'une recommandation, sursis ou pardon, ou commutations de peines, ou remises d'amendes ou confiscations, la majorité des voix sera nécessaire pour la décision, et aucune motion ne sera reçue, pour la reconsidération d'une décision du Sénat, sur des affaires exécutives.

DU SECRETAIRE, DES COMMIS & DU JOURNAL.

51e. Les deliberations du Sénat, quand il n'agit pas en comité général, seront inscrites dans le journal, d'une manière aussi concise que possible.

52e. Toute decision du Sénat sera inscrite dans le journal avec un état concis de la question ; et un sommaire des pétitions, mémoires ou papiers presentés au Sénat, sera également inscrit dans le journal.

53e. Toutes les décisions du Sénat, sur des questions d'ordre, seront réunies par le Secretaire, et inserées à la fin du journal de chaque session.

54e. Dans le cas où tout commis, sergent d'armes ou portier du Sénat, viendrait à manquer à son devoir, le Secretaire devra en faire son rapport au Sénat le plus tôt possible.

55e. Le Secretaire lira le journal à chaque séance sur des feuilles volantes ou minutes, et lorsqu'elles auront été corrigées, lesdites minutes seront inscrites dans le registre et collationnées par le Secrétaire du Sénat, et corrigées s'il en est besoin, avec l'assentiment du Sénat ; des copies du journal, en anglais et en français, seront tournées à l'imprimeur d'Etat revêtues de la signature du Secrétaire, à dix heures du matin, le lendemain du jour où elles auront été lues.

56e. Le Secretaire sera responsable envers le Sénat de l'exactitude du journal dans les deux langues, et de la date et prompte exécution de toutes les traductions qui devront être ordonnées ; et le comité lui accordera ordinairement pour ces opérations un espace de temps convenable, à chaque session, à moins que les deux tiers du Sénat n'en décident autrement. Il sera aussi responsable de la garde de tous les papiers du Sénat, et il aura soin que tous les rapports de comités, bills et résolutions soient déposés sur le bureau pendant un jour.

57e. Il sera nommé un portier qui restera en fonctions tant que le Sénat ou ses comités seront en session, et dont le devoir sera d'assister les séances du Sénat, d'exécuter les ordres que le Sénat pourra lui donner de temps à autre, ainsi que ceux qui seront donnés par le President, en vertu de l'autorité du Sénat.

58e. Il sera nommé un portier qui restera en fonctions selon le bon plaisir du Sénat, et dont le devoir sera de veiller à l'entrée du lobby, d'annoncer les messages, de tenir les appartements en ordre, d'y faire du feu, d'avoir soin de la salle du Senat, et d'y faire généralement tout ce que les membres pourront demander.

DU MANUEL DE JEFFERSON, DES AMENDEMENTS AUX RÉGLEMENS.

59e. Lorsque les présens réglemens seront muets ou obscurs sur toute question d'ordre ou usages parlementaires, le Manuel de Jefferson sera considere comme une autorité.

60e. Aucun réglement permanent du Sénat ne sera annulé ou altéré, sans qu'il en ait été donné avis un jour d'avance, et l'on ne pourra déroger à aucune règle, excepté par la majorité des deux tiers des membres présens.

JOURNAL DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANS
DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SEANCE DE LUNDI, 23 février 1846.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

La séance a été ouverte par une prière prononcée par le Révérend M. Miller.

Mr Watterston a présenté une pétition d'Elisabeth Hoks et John Noblet, cautions de James H. Smart, demandant un attermoiement.

Cette pétition a été déposée sur le bureau, sujette à l'appel de la Chambre.

Sur motion de M. Lea : Résolu, que la résolution adoptée par cette Chambre, et faisant un devoir au comité judiciaire de soumettre un projet de loi *relatif au duel*, soit amendé de manière à autoriser le dit comité à rapporter le projet de loi *qu'il paraîtra le plus propre à abolir le duel*.

M. Wiltz, de la part du comité d'enrôlement auquel avait été confié l'examen des capacités des commaux enrôlements, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité d'enrôlement, chargé de s'enquérir des capacités des commis aux enrôlements de cette chambre, rapporte que tous les susdits commis ont les capacités requises à cet effet, et croit qu'il conviendrait d'en nommer deux autres, bien versés dans les langues anglaise et française.

(Signé) P. S WILTZ.

M. Moore, de la part du comité judiciaire, auquel avait été référé un bill intitulé :

Acte pour autoriser W. C. Capa à remplir certaines fonctions ministérielles de juge de paroisse de la paroisse de Claiborne, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité judiciaire auquel a été référé le bill intitulé : Acte pour autoriser Wm. C. Capa à remplir certaines fonctions ministérielles du juge de paroisse de la paroisse de Claiborne, a l'honneur de rapporter que :

Le comité n'est pas d'accord sur la constitutionnalité de ce acte ; mais qu'il est unanimement d'opinion que la Chambre doit s'abstenir d'exercer des pouvoirs douteux.

Le comité pense, en outre que les fonctions ministérielles que l'on veut autoriser Wm. C. Capa à exercer, pourraient devenir un jour le sujet d'investigations judiciaires, il serait peu sage de la part de la Législature de sanctionner une tel semblable.

Si, par la suite, la Cour Suprême déclarait illégales les pouvoirs accordés Capa, toutes les actes de Capa, en vertu de cette loi, seraient nuls, et des poursuites pourraient être éprouvées par des tiers, par suite de tels actes. En conséquence, le comité recommande unanimement le rejet du dit bill.

Sur motion de M. Moore, le comité judiciaire a été autorisé à ne retirer les vendredis et mardis.

M. Moore, de la part du comité judiciaire, auquel avait été référé la résolution pour s'assurer si les Etats-Unis possèdent des terres dans la ville, et quelles sont ces terres &c. a fait la motion de dispenser le dit comité de toute considération ultérieure à ce sujet, et de référer la resolution au comite des terres publiques.

Ce rapport a été adopté.

M. Kelly, de la part du comité des réclamations, a soumis le rapport suivant lequel a été adopté.

Le comité des réclamations a l'honneur de rapporter qu'il a examiné le compte de David Ogden, pour réparations faites à la Chambre ces dernières années, et pour fourniture de chaises, et bureaux à l'usage des membres, et que l'ayant trouvé juste et raisonnable, il soumet à la Chambre le bill suivant pour être adopté ou rejeté.

(Signé) HENRY B. KELLY, rapporteur

"Acte pour venir au secours de David Ogden"

Ce bill a subi sa première lecture.

Sur motion de M. Moore, le comité judiciaire a été autorisé à employer un clerc.

M. Bullitt, de la part du comité du commerce, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité du Commerce et des Manufactures, auquel avait été renvoyé le "*Projet de loi pour le Ménage du Gouverneur a rapport au Tarif*, a l'honneur de rapporter que

Le dit comité, après y avoir mûrement réfléchi, croit qu'il n'est ni convenable, ni dans la nature de ses instructions, qu'il examine aucun détails dans cette partie du message, qui lui a été référé, on de soumettre à l'action de la Chambre des Représentans sur ce sujet. En conséquence le dit comité renvoie à la Chambre, *"Projet de loi pour le Ménage du Gouverneur a rapport au Tarif"* avec l'assurance du concours absolu de la majorité du dit comité aux vues y développées. Et le dit comité demande à être dispensé de toute considération ultérieure à ce sujet.

(Signé) A. C. BULLITT, Rapporteur.

M. Bullitt, au nom du comité des Manufactures, auquel avait été référée la résolution à l'effet de s'enquérir s'il ne conviendrait pas de changer les lois relatives à la mesure du sel, du bois, et autres céréales, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité d'enrôlement, chargé de s'enquérir des capacités des commis aux enrôlements de cette chambre, rapporte que tous les susdits commis ont les capacités requises à cet effet, et croit qu'il conviendrait d'en nommer deux autres, bien versés dans les langues anglaise et française.

P. S WILTZ.

M. Moine, de la part du comité judiciaire, auquel avait été référé un bill intitulé :

Acte pour autoriser W. C. Capa à remplir certaines fonctions ministérielles de juge de paroisse de la paroisse de Claiborne, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité judiciaire auquel a été référé le bill intitulé : Acte pour autoriser Wm. C. Capa à remplir certaines fonctions ministérielles du juge de paroisse de la paroisse de Claiborne, a l'honneur de rapporter que :

Le comité n'est pas d'accord sur la constitutionnalité de ce acte ; mais qu'il est unanimement d'opinion que la Chambre doit s'abstenir d'exercer des pouvoirs douteux.

Le comité pense, en outre que les fonctions ministérielles que l'on veut autoriser Wm. C. Capa à exercer, pourraient devenir un jour le sujet d'investigations judiciaires, il serait peu sage de la part de la Législature de sanctionner une tel semblable.

Si, par la suite, la Cour Suprême déclarait illégales les pouvoirs accordés Capa, toutes les actes de Capa, en vertu de cette loi, seraient nuls, et des poursuites pourraient être éprouvées par des tiers, par suite de tels actes. En conséquence, le comité recommande unanimement le rejet du dit bill.

Sur motion de M. Moine, le comité judiciaire a été autorisé à ne retirer les vendredis et mardis.

M. Moine, de la part du comité judiciaire, auquel avait été référé la résolution pour s'assurer si les Etats-Unis possèdent des terres dans la ville, et quelles sont ces terres &c. a fait la motion de dispenser le dit comité de toute considération ultérieure à ce sujet, et de référer la resolution au comite des terres publiques.

Ce rapport a été adopté.

M. Kelly, de la part du comité des réclamations, a soumis le rapport suivant lequel a été adopté.

Le comité des réclamations a l'honneur de rapporter qu'il a examiné le compte de David Ogden, pour réparations faites à la Chambre ces dernières années, et pour fourniture de chaises, et bureaux à l'usage des membres, et que l'ayant trouvé juste et raisonnable, il soumet à la Chambre le bill suivant pour être adopté ou rejeté.

(Signé) HENRY B. KELLY, rapporteur

"Acte pour venir au secours de David Ogden"

Ce bill a subi sa première lecture

Sur motion de M. Moine, le comité judiciaire a été autorisé à employer un clerc.

M. Bullitt, de la part du comité du commerce, a soumis le rapport suivant, lequel a été adopté :

Le comité du Commerce et des Manufactures, auquel avait été renvoyé le "*Projet de loi pour le Ménage du Gouverneur a rapport au Tarif*, a l'honneur de rapporter que

Le dit comité, après y avoir mûrement réfléchi, croit qu'il n'est ni convenable, ni dans la nature de ses instructions, qu'il examine aucun détails dans cette partie du message, qui lui a été référé, on de soumettre à l'action de la Chambre des Représentans sur ce sujet. En conséquence le dit comité renvoie à la Chambre, *"Projet de loi pour le Ménage du Gouverneur a rapport au Tarif"* avec l'assurance du concours absolu de la majorité du dit comité aux vues y développées. Et le dit comité demande à être dispensé de toute considération ultérieure à ce sujet.

(Signe) A. C. BULLITT, Rapporteur.

M. Bullitt, au nom du comité des Manufactures, auquel avait été référée la résolution à l'